



**PRÉFET
DU NORD**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Préfecture du Nord

Secrétariat général
Direction de la coordination des politiques interministérielles
Bureau des procédures environnementales
Réf : DCPI-BPE-IG

**Arrêté préfectoral mettant en demeure la société HSWT FRANCE
de respecter les dispositions des articles 4.2.2 et 7.7.7.1 de l'arrêté préfectoral
complémentaire du 29 août 2023 pour son établissement de GRAVELINES**

Le préfet du Nord,
chevalier de la Légion d'honneur
chevalier de l'ordre national du Mérite

Vu le code de l'environnement et notamment les articles L. 171-6, L. 171-8, L. 172-1, L. 511-1 et L. 514-5 ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration et notamment l'article L. 411-2 ;

Vu le code de justice administrative et notamment l'article R. 421-1 ;

Vu le décret n° 2016-1265 du 28 septembre 2016 portant fixation du nom et du chef-lieu de la région Hauts-de-France ;

Vu le décret du 17 janvier 2024 nommant monsieur Bertrand GAUME, préfet de la région Hauts-de-France, préfet de la zone de défense et de sécurité Nord, préfet du Nord ;

Vu le décret du 3 avril 2024 nommant monsieur Guillaume AFONSO, sous-préfet chargé de mission auprès du préfet de la région Hauts-de-France, préfet de la zone de défense et de sécurité Nord, préfet du Nord ;

Vu l'arrêté préfectoral du 29 août 2023 imposant des prescriptions complémentaires à la société HSWT FRANCE relatives à l'étude de dangers pour la poursuite d'exploitation de son établissement situé sur le site industriel Leurette, port 7516 route de la grande Hernesse à GRAVELINES ;

Vu l'arrêté préfectoral du 13 février 2025 portant délégation de signature à monsieur Guillaume AFONSO, en qualité de secrétaire général adjoint de la préfecture du Nord ;

Vu le rapport du 11 juin 2024 de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Hauts-de-France, chargée du service d'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement, transmis à l'exploitant par courriel du 12 juin 2024 conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement, afin qu'il puisse faire part de ses observations dans un délai de 15 jours ;

Vu le projet d'arrêté transmis à l'exploitant par courriel le 12 juin 2024 ;

Vu les observations du 31 juillet 2024 formulées par courriel de l'exploitant à la transmission du projet du 29 août 2023 susvisé ;

Considérant ce qui suit :

1. lors de la visite du 14 mai 2024, l'inspectrice de l'environnement (spécialité installations classées) a constaté les faits suivants :

- l'exploitant ne dispose pas d'un schéma de tous les réseaux et d'un plan des égouts régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés ;
- les plans transmis par l'exploitant par courriel du 24 mai 2024 ne permettent pas d'identifier les différents éléments prévus à l'article 4.2.2 de l'arrêté préfectoral du 29 août 2023 susvisé ;
- le dysfonctionnement de la pompe diesel de secours M9861 ne permet donc pas de mettre en charge le bassin d'orage (T9850) en toutes circonstances comme prévu à l'article 7.7.7.1 de l'arrêté préfectoral susvisé ;

2. ces constats constituent un manquement aux dispositions de l'article 4.2.2 de l'arrêté préfectoral du 29 août 2023 susvisé qui impose « un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours. Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte doit notamment faire apparaître :

- l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation ;
- les dispositifs de protection de l'alimentation (bac de disconnexion, implantation des disconnecteurs ou tout autre dispositif permettant un isolement avec la distribution alimentaire...) ;
- les secteurs collectés et les réseaux associés ;
- les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs...) ;
- les ouvrages d'épuration interne avec leurs points de contrôle et les points de rejet de toute nature (interne ou au milieu). »

3. ces constats constituent un manquement aux dispositions l'article 7.7.7.1 de l'arrêté préfectoral du 29 août 2023 susvisé qui impose : « les réseaux d'assainissement susceptibles de recueillir l'ensemble des eaux polluées lors d'un accident ou d'un incendie (y compris les eaux d'extinction et de refroidissement) sont raccordés à un bassin de confinement étanche aux produits collectés et d'une capacité minimum de 2 800 m³ (bassin T9850). Le premier flot des eaux pluviales susceptibles d'être polluées par lessivage des toitures, sols, aires de stockage... est également collecté dans ce bassin de confinement. Il est maintenu au niveau permettant une pleine capacité d'utilisation. Notamment un volume minimal de 2 000 m³ doit rester vide et disponible à tout instant dans le bassin T9850 afin de recueillir l'ensemble des eaux polluées en cas d'accident. Les organes de commande nécessaires à sa mise en service doivent pouvoir être actionnés en toute circonstance. »

4. face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la société HSWT FRANCE de respecter les prescriptions et dispositions des articles 4.2.2 et 7.7.7.1 de l'arrêté préfectoral du 29 août 2023 susvisé, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture du Nord,

ARRETE

Article 1^{er} – Objet

La société HSWT FRANCE, dont le siège social est situé sur le site industriel Leurette, port 7516, 7516 route de la grande Hernesse à 59820 GRAVELINES, est mise en demeure pour le site qu'elle exploite à la même adresse de respecter les dispositions des articles 4.2.2 et 7.7.7.1 de l'arrêté préfectoral du 29 août 2023 en :

- disposant d'un schéma de tous les réseaux et d'un plan des égouts régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés dans **un délai de trois mois**. Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte doit notamment faire apparaître :
 - l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation ;
 - les dispositifs de protection de l'alimentation (bac de disconnexion, implantation des disconnecteurs ou tout autre dispositif permettant un isolement avec la distribution alimentaire...) ;
 - les secteurs collectés et les réseaux associés ;
 - les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs...) ;
 - les ouvrages d'épuration interne avec leurs points de contrôle et les points de rejet de toute nature (interne ou au milieu) ;
- disposant des organes de commande nécessaires à sa mise en service qui doivent être actionnés en toutes circonstances dans **un délai d'un mois** ;

Les délais courent à compter de la notification du présent arrêté.

Article 2– Sanctions

Faute par l'exploitant de se conformer aux prescriptions du présent arrêté, il pourra être fait application, indépendamment des sanctions pénales encourues, des sanctions administratives prévues par les dispositions du II de l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

Article 3 – Voies et délais de recours

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours administratif dans un délai de deux mois à compter de sa notification en application de l'article L. 411-2 du code des relations entre le public et l'administration :

- recours gracieux, adressé au préfet du Nord, préfet de la région Hauts-de-France – 12, rue Jean sans Peur – CS 20003 – 59039 LILLE Cedex ;
- et/ou recours hiérarchique, adressé à la ministre de la transition écologique, de la biodiversité, de la forêt, de la mer et de la pêche – Grande Arche de La Défense – 92055 LA DEFENSE Cedex.

En outre et en application de l'article L. 171-11 du code de l'environnement, l'arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction. Il peut faire l'objet d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif de LILLE dans un délai de deux mois conformément aux dispositions de l'article R. 421-1 du code de justice administrative suivant sa notification ou suivant le rejet d'un recours gracieux ou hiérarchique issu de la notification d'une décision expresse ou par la formation d'une décision implicite née d'un silence de deux mois gardé par l'administration.

Le tribunal administratif de Lille peut être saisi par courrier à l'adresse : 5 rue Geoffroy Saint-Hilaire, CS 62039, 59014 LILLE Cedex ou par l'application Télérecours citoyen accessible sur le site www.telerecours.fr.

Article 4 – Décision et notification

Le secrétaire général de la préfecture du Nord et le sous-préfet de DUNKERQUE sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'exploitant et dont copie sera adressée aux :

- maire de GRAVELINES ;
- directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Hauts-de-France (DREAL), chargé du service d'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement.

En vue de l'information des tiers :

- un exemplaire du présent arrêté sera déposé en mairie de GRAVELINES et pourra y être consulté ; un extrait de l'arrêté, énumérant notamment les prescriptions auxquelles l'installation est soumise, sera affiché en mairie pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de ces formalités sera dressé par les soins du maire ;
- l'arrêté sera publié sur le site internet des services de l'État dans le Nord (<http://nord.gouv.fr/icpe-industries-med-2025>) pendant une durée minimale de deux mois.

Fait à LILLE, le

10 MARS 2025

Pour le préfet et par délégation,
le secrétaire général adjoint

Guillaume AFONSO

